

Liberté, Égalité, Papiers

Saint-Nazaire, 19 décembre 2020

Pendant tout ce week-end des 18 et 19 décembre, à l'appel de Collectifs de Sans-Papiers, de multiples collectifs de solidarité partout en France, de syndicats, d'associations nous manifestons pour faire triompher la liberté, l'égalité et la solidarité.

Malgré les centaines de kilomètres parcourus par la "Marche nationale des Sans-Papiers" du 19 septembre au 17 octobre, les centaines de réseaux mobilisés, les dizaines de milliers de participants et participantes à la manifestation du 17 octobre à Paris en dépit de l'horreur de l'assassinat d'un professeur la veille... rien. Emmanuel Macron n'a pas eu un mot pour les Sans-Papiers.

Aujourd'hui, nous rendons hommage à tous ces exilés qui risquent leur vie dans leur voyage pour une vie meilleure, plus sûre, plus digne.

Mais des milliers de femmes, d'enfants et d'hommes meurent sur les routes de l'exil, victimes des fermetures des frontières. Plus de 20 000 se sont noyés en Méditerranée, devant Gibraltar, vers les Canaries, dans le Pas-de-Calais. Nous n'oublions ni les morts en captivité, victimes des passeurs ni les morts dans la traversée du Sahara ou devant les murs dressés par les États à leurs frontières terrestres.

L'hécatombe doit cesser.

Les politiques gouvernementales françaises et européennes sont les premières responsables. L'Europe se construit comme une forteresse. Elle durcit sans cesse les conditions d'accueil des hommes, des femmes, des enfants qui viennent chercher un asile et un avenir.

L'État français est en partie responsable de guerres et de partenariats économiques honteux qui provoquent l'exil. Il poursuit sa politique néocoloniale notamment dans sa "françafrique". Il finance les autorités des pays de départ pour qu'elles bloquent des migrants et migrantes. Il ferme les yeux sur les violences et les trafics.

Une politique d'accueil est nécessaire et possible. Elle passe par l'abolition réelle des accords de Dublin, machine à exclure et à précariser, par l'abolition des accords du Touquet avec le Royaume-Uni qui bloquent les migrants à Calais. Elle passe immédiatement par la fin des entraves mises à l'action des humanitaires et par l'accueil dans les ports français des navires de secours. Elle passe par la suppression de Frontex, ce "corps permanent de gardes-frontières et gardes-côtes européens" qui viole, en toute impunité, les droits humains et rejette ceux qu'il devrait secourir.

Ici, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants vivent dans la précarité et la peur, sans logement stable et digne, sans pouvoir travailler comme ils le désireraient et sans accès aux droits fondamentaux. Ils risquent à tout moment l'enfermement et l'expulsion.

Les inégalités explosent dans toute la société. Les responsables gouvernementaux parlent d'égalité mais la refusent aux Sans-Papiers. Ils parlent de liberté mais refusent la liberté de circuler aux migrants et migrantes.

Ils sont le problème !

L'hypocrisie est de mise lorsque le Président de la République ose déclarer en s'adressant aux jeunes issus de l'immigration "La République vous reconnaît et vous êtes une chance pour elle". Reste à savoir si la république macronienne est une chance pour eux. En particulier pour ceux qui se trouvent relégués dans des quartiers oubliés des politiques publiques.

L'hypocrisie est de mise lorsque le Président de la République regrette que "quand on a une couleur de peau qui n'est pas blanche, on est beaucoup plus contrôlé". Puis se contente de promettre le lancement d'une plateforme de signalement ! Ce que nous voulons, ce qu'il

faut c'est l'instauration d'un récépissé de contrôle d'identité, seul à même de faire cesser ces "contrôles au faciès".

L'hypocrisie était de mise, **le lundi 23 novembre** sous la statue de la République à Paris. Nous avons tous vu les images de cette politique indigne. Après le démantèlement d'un campement précaire installé à Saint-Denis, la police a exercé – une fois de plus - une violence inacceptable contre les migrants et leurs soutiens.

L'hypocrisie est de mise lorsque le Président de la République estime qu'il "fallait enlever les tentes car "on ne peut pas accepter que ces femmes et hommes dorment dans la rue". Mais, où sont les solutions d'hébergement pérennes qui doivent être proposées par les services de l'État à tous les sans-abri, demandeurs d'asile ou non, migrants ou non ?

Les responsables gouvernementaux continuent d'expulser des pauvres de leur logement, de rejeter les migrants et migrantes à la rue, font exploser le chômage, laissent des Sans-Papiers sans protection en première ligne et les enferment dans les centres de rétention.

Ils disent agir pour la santé mais remettent en cause l'Aide Médicale d'État. Ils refusent de donner les moyens nécessaires à l'hôpital ou à l'école et n'agissent que pour les intérêts des plus riches et les profits des grandes entreprises.

Ils s'en prennent aux droits et libertés de tous et de chacun. C'est contre leurs projets de lois liberticides et en particulier contre la loi dite "de Sécurité globale" que nous nous élevons et nous mobiliserons jusqu'à son retrait ! L'accès au droit, à tous les droits, à la liberté, à toutes les libertés doit être égal pour tous les résidents du pays quelle que soit leur nationalité ou leur origine.

Ils généralisent la précarisation et remettent en cause des acquis sociaux par les politiques d'austérité qui nourrissent le repli sur soi. Ce n'est pas l'immigration qui crée les inégalités, le chômage et la précarité.

Pour la journée internationale des migrants, nous exigeons sont à la hauteur des manquements des pouvoirs publics.

La France doit, enfin, signer la "convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille" adoptée par l'ONU le 18 décembre 1990 !

Dans un contexte où le nationalisme, le racisme et la xénophobie s'acharnent à faire de l'immigration un problème, nous exigeons une autre politique d'immigration respectant les Droits Humains, l'application immédiate et totale de la Convention de Genève de 1951 pour tous les réfugiés.

Nous exigeons la levée immédiate des contrôles aux frontières tant ceux établis par l'Union européenne que par la France, l'Italie, le Royaume uni. La liberté de circulation et d'installation des hommes et des femmes sur l'ensemble de la planète est une composante normale et souhaitable de l'humanité que nous voulons.

Nous exigeons des papiers pour tous les "sans-papiers", des titres de séjour et de travail pérennes, la fin des expulsions, la fermeture des Centres de rétention et des zones d'attente dans les gares et les aéroports, des places suffisantes en Centre d'Accueil des Demandeurs d'Asile et un logement pour tous et toutes, la protection inconditionnelle des enfants et des mineurs. Tous doivent pouvoir construire ici leur vie et leur avenir.

Contre la misère, le désespoir, le racisme, la xénophobie et la haine, nous appelons à faire triompher le droit, la liberté, l'égalité et la solidarité.